

FRANCE: MENACES SUR LA CROISSANCE

Perspectives 2008-2009 pour l'économie française *

En ce début d'année 2008, le sentiment sur la situation économique de la France est ambigu. Certaines menaces, identifiées il y a neuf mois, se sont matérialisées et ont eu des conséquences plus importantes que prévues sur l'économie française (crise financière internationale initiée par l'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis, hausse du prix du Brent, appréciation de l'euro). D'autres en revanche ne se sont pas concrétisées (absence de « credit crunch ») ou seulement de façon transitoire (regain d'inflation ne dégénéralant pas en spirale inflationniste). Certaines enfin ont fait leur apparition, comme l'éventualité de la mise en place d'un « plan de rigueur ».

Plus précisément, la prise en compte d'un euro flirtant avec la barre des 1,60 dollar, d'un prix du pétrole qui s'installe au-dessus des 100 dollars le baril et d'un environnement international plus dégradé, nous a conduits à revoir significativement notre scénario de croissance pour l'économie française en 2008. En moyenne annuelle, elle devrait croître de 1,9 % en 2008 et de 2,3 % en 2009, après 1,9 % en 2007.

Malgré un environnement international moins porteur, l'économie française semble résister comme l'illustrent les enquêtes auprès des chefs d'entreprises. Certaines contraintes qui bridaient la croissance ces dernières années se desserrent, notamment celles liées aux effets de la politique de désinflation compétitive menée en Allemagne. Le taux d'épargne des ménages, particulièrement élevé, laisse des marges de progression pour la consommation, d'autant que le pouvoir d'achat devrait être soutenu par la baisse du chômage et l'entrée en vigueur du « paquet fiscal ». Favorisé par une situation financière des entreprises en nette amélioration, ce qu'illustrent les bénéfiques records des sociétés du CAC 40, et par des conditions de financement toujours intéressantes, l'investissement productif des sociétés non financières devrait suivre la demande.

Cette résistance de l'économie française serait également due au soutien, délibéré, de la politique budgétaire et fiscale qui a pour contrepartie une augmentation des déficits publics au-delà des 3 points de PIB. Ce non respect des engagements français au niveau européen, au moment même où la France sera à la tête de l'Union européenne, renforce la menace de la mise en place d'un plan de rigueur. Ce changement de cap radical dans l'orientation budgétaire du gouvernement, après la mise en place du « paquet fiscal », fragiliserait davantage la croissance, au détriment de la baisse du chômage, cible jusqu'alors prioritaire de l'action gouvernementale.

* Cette prévision a été réalisée à l'aide du modèle trimestriel de l'économie française, e-mod.fr, par l'équipe dirigée par Éric Heyer, composée de Marion Cochard, Matthieu Lemoine, Hervé Péléraux et Mathieu Plane. La prévision tient compte des informations disponibles à la fin mars 2008 et intègre les comptes nationaux trimestriels de mars 2008, à savoir le compte emplois-ressources jusqu'au quatrième trimestre 2007 et les comptes d'agents jusqu'au troisième trimestre 2007. Le modèle repose sur les données et les concepts de la comptabilité nationale base 2000 et est estimé sur la période 1978-2003. La prévision est quant à elle présentée aux prix de l'année précédente chaînés.